
OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Nous allons bientôt commencer, si on veut lancer l'enregistrement.

YEŞİM NAZLAR : Oui, dans un petit instant.

Bonjour à tous. Bienvenue à l'appel CPWG de l'At-Large en ce mercredi 22 janvier 2020 à 13:00 UTC.

Pour ne pas perdre de temps, nous n'allons pas faire l'appel. Nous noterons simplement après l'appel qui a participé.

Nous avons reçu des excuses de Kaili Kan, de Cheryl Langdon-Orr, d'Alberto Soto, de Justine Chew, de Vanda Scartezini, de Daniel Nanghaka ainsi que de quelques autres personnes.

Nous avons l'interprétation en français et en espagnol. Nous avons Veronica et Marina et nous avons Camilla et Isabelle pour le français.

Du personnel, nous avons Heidi Ullrich et moi-même, Yeşim. Je vais également m'occuper de la gestion de l'appel.

Un petit rappel avant de démarrer. Donnez bien votre nom avant de prendre la parole, non seulement pour la transcription mais également pour l'interprétation. Nous avons la transcription en temps réel. Je vais vous envoyer le lien sur le chat.

Je passe maintenant la parole à Olivier. Merci beaucoup.

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup Yeşim.

Vous avez peut-être déjà compris que León Sanchez était avec nous et qu'il doit prendre l'avion dans un instant, donc nous allons simplement adopter l'ordre du jour et passer la parole à León Sanchez.

L'ordre du jour, c'est que nous allons commencer par l'intervention de León Sanchez qui nous parlera de ce qu'il a fait au Conseil d'Administration. Ensuite, il y aura une mise à jour sur l'EPDP d'Hadia Elminiawi et d'Alan Greenberg. Justine Chew ne peut pas venir aujourd'hui, donc nous allons passer sur le point quatre et nous allons simplement passer à Jonathan Zuck et sa mise à jour sur les commentaires de politique avec Evin Erdoğan. Et enfin, le point divers, nous parlerons du PSWG à l'ICANN67 sur l'utilisation malveillante du DNS. Y a-t-il des changements à apporter à l'ordre du jour ? Apparemment, personne, donc très bien.

Je sais que León, vous devez partir donc vous avez la parole. J'espère que vous êtes toujours avec nous. Allez-y León, c'est à vous. C'est bon, nous vous entendons. Allez-y León.

LEÓN SANCHEZ : Très bien.

Le GAC a reçu l'avis sur l'utilisation malveillante du DNS. Nous n'avons pas encore eu l'opportunité de fournir nos commentaires là-dessus. Nous allons donc le faire à partir de maintenant mais l'impression générale, c'est que la réception a été tout à fait positive par les membres du Conseil. C'est un sujet qui est vraiment une priorité pour le

Conseil d'Administration. Et c'est un sujet qui sera vraiment important pour les années à venir.

Il y a différentes opinions par rapport à la manière de traiter cet avis qui a été fourni par l'ALAC. Je peux vous dire qu'à mon avis, ce qui est important, c'est que pour tout le monde, c'est une priorité. C'est vraiment une priorité pour tous les membres du Conseil et nous sommes d'accord avec plusieurs des points des recommandations dans l'avis.

En termes d'utilisation malveillante du DNS, nous pensons qu'il est important de trouver une définition. Nous n'avons pas terminé notre discussion là-dessus. Ce serait un bon départ de pouvoir fournir une définition. Par contre, le problème, c'est que ce serait une approche descendante. Donc pour éviter ceci, nous souhaitons avoir le point de vue de la communauté. Il y a également la GNSO qui pourrait travailler à cette définition de l'utilisation malveillante du DNS.

L'avis est arrivé après que nous ayons terminé notre emploi du temps, donc nous n'aurons pas le temps de travailler de manière officielle là-dessus dans l'immédiat mais encore une fois, comme je l'ai dit, l'impression générale, c'est que tout le monde est prêt à en parler.

Comme vous le savez, il y a un processus de suivi par rapport aux avis pour tous les avis qui nous viennent des comités consultatifs. Donc nous suivrons le processus pour fournir nos commentaires, notre feedback sur cet avis. Mais encore une fois, cet avis a été bien reçu. D'une manière générale, le sentiment est positif.

Par ailleurs, à partir de vendredi jusqu'à dimanche, il y aura une réunion à Los Angeles. Il y aura également une réunion avec les dirigeants des SO et des AC. Je participerai à cette réunion avec Maarten Botterman. Il y aura également une formation avec certains membres des comités. Vous pourrez y participer si vous le voulez. J'enverrai des informations sur la liste de diffusion.

Voilà, c'est tout ce que j'avais à dire. Merci beaucoup de m'avoir donné la parole. Je dois partir, je dois attraper un avion mais merci beaucoup de m'avoir donné la parole.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup León. Est-ce que vous avez juste quelques minutes pour quelques questions ? Parce que je crois que Jonathan Zuck a levé la main.

LEÓN SANCHEZ : Oui, j'ai juste quelques minutes.

JONATHAN ZUCK : Merci León.

Petite question rapide par rapport à la notion d'attente de la définition par la communauté de l'utilisation malveillante du DNS, je crois qu'on est tous d'accord pour dire qu'en fin de compte, la définition doit être fournie par la communauté mais les recommandations que nous faisons étaient procédurales et structurelles. Donc il me semble que la mise en œuvre de ceci ne nécessite pas d'attendre une définition. C'était relatif à la conformité, aux audits, etc. donc la définition, c'est

une autre dynamique. Elle doit être basée sur le travail de la communauté. Mais mettre en place des processus relatifs à l'utilisation malveillante du DNS pourrait s'appuyer sur une définition minimale qui peut utiliser la définition qui a été mise en place par la GNSO il y a plusieurs années. Donc il y a déjà une définition qui fait le consensus. Alors, on parle d'élargir la définition, mais je pense que ceci n'est pas un obstacle à la réponse sur les questions procédurales et structurelles que nous avons posées.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Votre micro a peut-être été éteint, León.

LEÓN SANCHEZ : Vous m'entendez ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Oui, allez-y.

LEÓN SANCHEZ : Oui. Il ne faut pas que je sois mal compris, Jonathan. Je vous expliquais juste ce qui avait été discuté. Je ne voulais pas dire qu'on devait attendre la définition pour avancer. Il y a des questions qui ont été posées en termes de conformité. Donc nous nous comprenons. Simplement, je vous donnais une petite mise à jour sur notre discussion.

INTERPRÈTE : Nous nous excusons, nous avons vraiment des problèmes pour entendre León.

LEÓN SANCHEZ : Effectivement, je pense que si nous pouvons continuer la discussion sur certains points, nous le ferons.

JONATHAN ZUCK : Est-ce que vous pensez, León, qu'il y a au Conseil d'Administration un accord sur le fait qu'il n'y aura pas de nouvelles candidatures tant qu'on n'aura pas davantage de clarification sur l'utilisation malveillante du DNS ?

LEÓN SANCHEZ : À mon avis, oui, c'est le sens dans lequel le Conseil semble se diriger, mais il est un petit peu trop tôt pour le savoir. Mais mon sentiment personnel c'est qu'effectivement, je pense qu'on va dans ce sens. Effectivement, je pense que les choses pourront se faire de cette manière.

JONATHAN ZUCK : Merci beaucoup León.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup, merci d'avoir été avec nous León. Apparemment, on appelle votre avion. Je ne vois pas de main levée pour l'instant, donc je pense que c'est bon, nous pouvons avancer. Sauf si quelqu'un a une question pour vous, León, nous vous souhaitons un excellent voyage et on se retrouvera la prochaine fois après le weekend que vous allez passer à Los Angeles. Apparemment, il y a des manifestations qui sont

prévues juste à l'extérieur du bâtiment donc je vous souhaite bonne chance, j'espère que tout se passera bien. Ce ne sera pas la première fois dans l'histoire de l'ICANN mais ce sera la première fois au nouveau siège de l'ICANN. Donc on verra.

Alors, je pense que nous pouvons maintenant passer aux points de travail du dernier appel. Il s'agissait du 15 janvier. Tout a été effectué. Vous les voyez à l'écran. Je ne sais pas s'il y a des commentaires ou des questions par rapport à ces différents points de travail. Si c'est le cas, n'hésitez pas à lever la main et à poser votre question. Bon, très bien. Je vois qu'Holly Raiche a levé la main. Allez-y, Holly.

HOLLY RAICHE : Juste une petite question, Olivier. Est-ce que vous voulez que l'on parle des deux questions qui ont été posées dans les notes ?

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Est-ce que vous êtes d'accord pour dire que l'At-Large ait la ténacité pour avoir un rôle de leadership sur la question des silos ? Est-ce que l'on pense que la GNSO est la bonne organisation pour s'occuper de la représentation et de la diversité ?

On pourrait aussi en parler pendant la discussion sur les politiques ou maintenant, c'est comme vous voulez. Est-ce que l'on parle toujours des politiques ? Est-ce qu'on a toujours ceci à l'ordre du jour ? Je crois.

HOLLY RAICHE : Très bien.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Alors c'est bon, on est d'accord.

Marita Moll, allez-y.

MARITA MOLL : Par rapport à la discussion sur le modèle multipartite, j'aimerais bien en entendre davantage là-dessus. J'avais trop de choses à faire mais j'aimerais quand même bien qu'on en parle. Donc merci effectivement, Holly, de l'avoir mentionné.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci Marita. Il nous reste encore 10 minutes en attendant d'arriver à ce point de l'appel, donc peut-être qu'il y aura des questions, des commentaires.

Pour les personnes qui n'étaient pas là d'ailleurs, la question a trait au modèle multipartite et les personnes qui étaient présentes à l'appel ont entendu différentes propositions qui ont été faites lors de la consultation publique. Donc voilà un petit peu où on en est là-dessus, voilà pourquoi on mentionne cette question. Donc c'est une question de leadership et de révision ou d'étude des différentes parties de l'ICANN. L'idée, ce serait d'avoir différentes recommandations par rapport à cela.

Continuons. Holly, vous avez levé la main ? D'accord merci.

Alors on avance. Et le point suivant de notre ordre du jour est la mise à jour sur la deuxième étape de notre EPDP. Hadia Elminiawi, Alan Greenberg, vous avez la parole. Hadia, oui, allez-y.

HADIA ELMINIAMI : Merci Olivier. Je suis Hadia Elminiawi.

J'ai envoyé une petite présentation sur le modèle qui a récemment été proposé que l'on appelle le modèle Caméléon. Mais j'assume que le personnel ne l'a pas reçu vu qu'il n'est pas publié ici.

Demain, nous comptons discuter d'une nouvelle proposition de modèle que nous appelons le modèle Caméléon, qui est un modèle général qui pourrait évoluer au cours du temps. Ce modèle comprend des principes et des définitions. Il y aurait d'abord un demandant qui serait accrédité auprès de l'autorité d'accréditation et une fois qu'il serait accrédité, ce demandant présentera sa demande [inaudible] à travers la ligne de base et l'accès centralisé. Après quoi, la passerelle d'accès examinera la demande et déterminera si les critères sont respectés en tant que partie contractante ou autre.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Hadia, excusez-moi. Je vous interromps ici un petit moment, mais je voulais vérifier parce que c'est bien plus facile de vous suivre avec les diapositives. Donc je voulais voir si le personnel les a reçues. Peut-être qu'on pourrait les voir. Si elles étaient disponibles, ce serait beaucoup plus facile de vous suivre.

HADIA ELMINIAMI : Apparemment, non. Je les ai envoyées à Yeşim, Evin, Heidi et Alan. Peut-être que si Alan les avait, il pourrait les faire suivre au personnel. Mais je l'ai fait une minute avant l'appel.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : D'accord. Donc j'espère que quelqu'un du personnel qui est ici pourra les trouver pour les afficher à l'écran.

YEŞİM NAZLAR : Olivier, si vous le permettez, malheureusement, ni Evin ni moi n'avons reçu cette présentation. Nous ne pouvons pas les afficher à l'écran.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Et Alan, qu'en est-il de vous ?

ALAN GREENBERG : Non, je ne les ai pas reçues non plus.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Donc il paraîtrait, Hadia, que le courriel est toujours chez vous ; il n'a pas été envoyé.

HADIA ELMINIAWI : Cela apparaît dans ma boîte à lettre comme ayant été envoyé.

ALAN GREENBERG : Oui, mais avançons de toute façon.

JONATHAN ZUCK : Est-ce qu'elle ne pourrait pas partager son écran pour qu'on les voit tous ?

HADIA ELMINIAWI : Non. Attendez. Je vous enverrai la présentation après par la suite.

ALAN GREENBERG : En fait, il n’y a pas qu’une grande différence entre cette proposition et la précédente. Concentrons-nous sur cette divergence plutôt.

HADIA ELMINIAWI : Dans ce cas-là Alan alors, allez-y. Merci.

ALAN GREENBERG : Mais cette proposition diverge des précédentes sur un point important qui dit qu’on n’aurait jamais un modèle pleinement automatisé mais qu’il y aurait des atouts si on automatisait quelques fonctionnalités. C’est ce que l’At-Large dit depuis des mois et cela a toujours été ignoré. Ça n’a jamais été intégré dans un document. Cette fois finalement, cela a été pris en considération en disant qu’en fonction des caractéristiques de la demande et de qui l’envoie, en fonction donc des caractéristiques spécifiques et si ce sont des questions liées à la cybercriminalité ou si ce sont des communications des forces de l’ordre et si tout le monde est d’accord sachant que la réponse sera une telle qu’on va devoir analyser et que l’on pourrait répondre automatiquement, on pourrait automatiser. En dehors de ces critères, les parties d’analyse vont devoir résoudre la question. Donc on croyait qu’il serait possible d’analyser les demandes ou un échantillon de demandes pour identifier les profils pour lesquels on pourrait identifier l’automatisation. Mais la réponse était que ce serait fait lentement, progressivement. Donc on espérait

pouvoir ajouter quelque part cela. Au moins, cette proposition est un peu plus réaliste, ce que les autres n'étaient pas. C'est pourquoi je suis optimiste, je sens vraiment qu'on fait du progrès maintenant.

La version préliminaire du rapport, je recèderai la parole à Hadia une fois que j'aurai fait mon commentaire, mais on parle également de la question du nouveau comité de pilotage qui s'occupe des changements à mesure que SSAD évoluera. C'est un nouveau concept qui fait partie d'un document qui vient d'être diffusé, document du personnel. Et outre ce questionnement de savoir si on pouvait vraiment avoir un comité qui ait le pouvoir de faire des modifications de politiques, qui est ce que ferait ce nouveau comité de pilotage, la proposition dit que l'intérêt public serait représenté par un membre défini conjointement par l'ALAC et par le NCSG. Je ne sais pas qui l'a écrit ou qui pourrait imaginer que cela puisse fonctionner de manière permanente, mais c'est ce que disait le document qu'on nous a fait parvenir.

Hadia, allez-y, je vous recède la parole.

HADIA ELMINIAWI :

Merci Alan.

Comme Alan vient de le dire, le comité de pilotage de l'ALAC et le groupe des représentants des parties prenantes non commerciales partagent un siège. Et les parties contractantes n'ont pas apprécié le fait que les autres soient plus nombreux qu'eux.

Pour ce qui est des principes contenus dans le document qui a été partagé par le personnel, ils disaient qu'il n'y avait pas de données suffisamment fiables pour pouvoir évaluer la réponse à ces demandes

et que ça pourrait peut-être compliquer la détermination de qui a le droit d'accéder à ces données pour la cybercriminalité et que la quantité de demandes pourrait changer à mesure que le temps passe.

Je ne suis pas sûre que ce principe soit accepté. Je ne suis pas sûre que ce soit ce que l'on voudrait voir parce qu'il constitue une raison pour ne pas s'engager et respecter les exigences.

Cependant, il y est dit qu'on obtiendra plus d'expérience et que le système se développera, qu'il évoluera. Mais nous pensons également à l'heure actuelle.

Voici le modèle Caméléon, donc. Il y a un demandeur qui est accrédité, le demandeur accrédité présente une demande de délégation à la plateforme centrale du système SSAD, qui alors évalue la demande. S'ils considèrent qu'il est possible que la réponse soit automatisée, la plateforme centrale va répondre automatiquement au demandeur. Autrement, la demande est envoyée à la partie contractante, qui répondra au demandeur.

Les parties principales de ce modèle sont la passerelle centrale qui serait l'ICANN, bien évidemment, sachant que l'ICANN serait donc responsable de gérer et considérer les demandes et de communiquer avec les parties contractantes, lesquelles seraient également responsables de gérer les réponses automatisées au cas où les réponses puissent être automatiques.

Puis nous avons également une autorité d'autorisation, rôle qui serait également assumé par l'ICANN. Et nous avons un fournisseur d'identité qui vérifierait l'identité du demandeur et qui vérifierait et gèrerait

également les créidentiels. Et le fournisseur d'identité pourrait être l'autorité d'accréditation.

Puis nous avons les parties contractantes qui seraient responsables d'un système de réponses automatisé et un comité de pilotage qui réviserait et examinerait la matrice des conventions de service, si elle est appropriée, la matrice, si les demandes doivent être automatisées ou pas au fur et à mesure qu'on avancera et les améliorations que l'on pourra apporter au système d'automatisation.

Et puis, nous avons également les principes qui soutiennent ce modèle, sachant premièrement que nous n'avons pas de conseil ou d'orientation juridique à ce jour. Nous espérons que cela arrive puisque cela pourrait remettre à plus tard la mise en œuvre d'un système de demandes de divulgation d'informations. Donc c'est ce que nous avons prévu en tout cas. Nous espérons voir une solution alternative.

J'ai déjà parlé également de la difficulté de déterminer ou de s'engager aux exigences de temps de réponse pour l'instant. Je pense que ce principe devrait être reconsidéré.

Un autre principe détermine que l'accès et la divulgation devraient être automatisés lorsque cela serait techniquement faisable et juridiquement ou légalement permissible et qu'au contraire, on aurait un objectif de base qui serait la standardisation.

Et puis nous avons également le comité de pilotage dont j'ai déjà parlé.

Voici le modèle dont nous allons discuter demain. Ce modèle a des aspects qui sont positifs. Il s'agit d'une solution tactique, pratique qui pourrait permettre d'avancer, mais il reste toujours des points qui

devraient être réévalués, comme par exemple le fait qu'il faudrait que l'on garantisse que les conventions de service avec les parties contractantes respecteraient les exigences des utilisateurs du système. Il me semble que c'est le principal.

Puis, il y a également la question que la politique de cette partie devrait permettre un système mûr centralisé qui ne fonctionnera pas de cette manière à l'heure actuelle, mais il est important de s'assurer que nous avons une politique qui le permette et qu'il ne nous faut pas redévelopper un nouveau PDP lorsqu'on verra qu'un modèle centralisé est possible. Cette politique doit être conçue dès maintenant, mais elle ne sera pas mise en œuvre tout de suite.

Merci.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup. Y a-t-il des gens qui souhaitent prendre la parole ? Je vois Alan et Hadia et Cheryl a levé la main. Nous avons la présentation PowerPoint maintenant, donc ça va. Y a-t-il d'autres choses dont vous souhaitez parler maintenant que nous avons la présentation ? Alan ?

ALAN GREENBERG : Oui, j'aimerais quand même mentionner quelque chose.

J'ai vérifié et je ne vois pas de date du 1^{er} avril, donc je ne vois pas comment cela se fait qu'on ait eu cette proposition conjointe. Mais il y a un commentaire dans le document auquel vous avez fait référence, Hadia. Je ne sais pas à quelle diapositive, mais on dit qu'on n'a pas d'opinion juridique ou de directive juridique en termes de changement

de responsabilité civile qui permette à l'ICANN de prendre une décision qui ne se refléterait pas sur les parties contractantes qui leur donnerait la responsabilité.

Donc je suis un petit peu perturbé. Je prends le point de vue de la NCSG, cela fait 18 mois que l'on en parle et je pense qu'on peut dire que l'ICANN est le contrôleur total puisque c'est l'ICANN qui détermine les règles. Ce n'est pas l'opinion de tout le monde. Par contre, l'opinion de tout le monde, c'est que les parties contractantes et l'ICANN sont des contrôleurs conjoints. Mais ni notre groupe ni ICANN Org en un an et demi n'a pu en arriver à une conclusion là-dessus. Et étant donné ceci, nous n'avons jamais pu rédiger d'accord par rapport au contrôle. En tout cas, je ne pense pas.

La question, ce n'est pas le changement de responsabilité. La question, c'est est-ce qu'on peut faire confiance à l'ICANN en termes de responsabilité parce que c'est là qu'on en est. Ce serait donc à l'ICANN de prendre les responsabilités, de prendre des décisions.

On nous a dit de manière répétée qu'on ne peut pas transférer la responsabilité mais on peut l'assigner.

Au bout de 18 mois, nous en sommes toujours à un point où nous passons outre ce facteur critique, ce qui me perturbe.

Pour résumé, nous avançons pour la première fois peut-être enfin.

SSAD, quelqu'un a demandé ce que cela voulait dire : je crois que c'est système standardisé d'accès et de divulgation. Quelqu'un a posé la question, je crois que c'est cela.

Il y a des progrès, il reste des lacunes et nous espérons que la semaine prochaine, lors de la réunion de trois jours, la magie va agir et toutes nos questions trouveront une réponse.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci beaucoup Alan, merci Hadia également. Je ne vois pas de main levée. Je vois que les gens chat dans le Zoom.

J'ai une question par rapport à ce système SSAD. Ce qui me perturbe, c'est qu'on essaie en fait de minimiser l'urgence des requêtes pour les différentes parties. Mais il y a trois types de priorités avec une note en dessous le tableau qui veut dire qu'en fait, les priorités sont encore plus basses. Les requêtes urgentes traitées en un jour ; alors qu'est-ce que cela veut dire, une requête urgente ? C'est limité aux circonstances qui causent une menace imminente à la vie : donc blessure, infrastructure critique, exploitation des enfants en ligne ou hors ligne. Un jour, si c'est vendredi, cela veut dire qu'il faut attendre le lundi. D'ici là, la planète est détruite, elle n'existe plus ? Pour moi, ce n'est vraiment pas rapide.

ALAN GREENBERG : Est-ce que je peux prendre la parole, Olivier ?

Ce que vous lisez là, ce n'est la l'Évangile. Dans ce domaine, nous n'avons pas vraiment eu de discussion de substance ni d'accord. La dernière proposition des parties contractantes était la suivante : on mentionnait 30 jours pour qu'il y ait action sur la conformité. Donc il n'y avait rien de pratique. Donc le raisonnement, c'est que les gens disent : « Nous ne savons absolument pas quel sera le volume de requête, nous ne savons pas à quoi comparer ceci dans le modèle

WHOIS ouvert. » Et finalement, les gens actuellement ne font pas de requêtes parce que le modèle est mal écrit. En termes de volume, on n'a aucune idée. Donc les parties contractantes, de manière très logique, ne souhaitent pas s'engager par rapport à la rapidité des réponses – on les comprends –, que ce soit pour les grands ou les petits acteurs. Donc voilà pourquoi il n'y a encore rien de prévu. Et ce que nous avons là, c'est ce qui nous a été suggéré par les acteurs d'application de la loi. Effectivement, peut-être qu'on pourrait passer à six heures plutôt qu'à un jour, mais il y a d'autres règles aussi par rapport à ce type de problèmes. Donc effectivement, nous pourrions mettre ceci à jour.

Mais ce qui est surtout important, c'est qu'il n'y a pas de critère, il n'y a pas d'engagement de niveau de service pour les autres types de requêtes si ce n'est les 30 jours en termes de conformité. C'est un immense domaine, ce n'est pas un domaine sur lequel nous allons pouvoir arriver à une conclusion tant que nous n'aurons pas davantage discuté de ces questions. Nous ne savons pas encore exactement comment nous allons en parler mais je ne me focaliserais pas sur une ligne ou sur un point précis pour l'instant. Je pense que cela ne vaut pas le coût pour l'instant étant donné que le reste n'a pas été réfléchi.

OLIVIER CRÉPIN-LEBLOND : Merci pour cette réponse, Alan. Je note que l'ordre du jour a été mis à jour, donc nous pouvons tous télécharger cette présentation et la consulter chacun par la suite.

Je ne vois pas d'autre main levée, donc je pense que nous pouvons passer à la suite.

Le point suivant à l'ordre du jour, c'était Justine Chew qui devait nous faire une mise à jour sur les procédures ultérieures. Notez qu'il y a deux présentations PowerPoint : le programme de soutien aux candidats et l'autre sur l'acceptation universelle. Malheureusement, Justine ne peut pas être avec nous aujourd'hui. Elle a mentionné que si vous avez des questions par rapport à ces présentations PowerPoint, il ne faut pas hésiter à entrer en contact avec elle directement. La semaine prochaine, elle a promis d'être là, donc on lui donnera davantage de temps pour nous parler de cette question du tableau de bord sur les procédures ultérieures de l'At-Large. Voilà ce que nous avons pour l'instant. Y a-t-il des commentaires là-dessus ? Peut-être qu'il y a des personnes qui ont suivi cette question des procédures ultérieures de près. Y a-t-il des commentaires, des gens qui souhaitent prendre la parole là-dessus ? Personne, très bien. Donc nous aurons la présentation la semaine prochaine. Et comme je l'ai dit, ces présentations seront ajoutées à la page wiki, donc élaboration des politiques avec toutes les autres présentations qui y sont. Et je vous invite encore une fois à vous rendre, lorsque vous aurez le temps, sur cette page pour regarder ces présentations ainsi que les autres qui vous donnent beaucoup de détails sur les procédures ultérieures.

Ensuite, nous passons à la mise à jour sur les commentaires sur les politiques avec Jonathan Zuck et Evin Erdoğdu.

EVIN ERDOĞDU :

Merci Olivier.

Comme León l'a déjà dit, il nous a fait un point sur l'avis sur l'utilisation malveillante du DNS qui a été envoyé par l'ALAC au Conseil. Il y a juste

un commentaire public pour décision : il s'agit de la proposition d'amendement 3 au .com, donc la date du 14 février.

Sinon, nous avons la question ISOC PIR avec un éventuel avis de l'ALAC au Conseil d'Administration de l'ICANN. La date butoir est le 31 janvier, donc à la fin de la semaine prochaine, à la fin du mois. Jonathan a des choses à nous dire là-dessus.

Ensuite, il y a la période de commentaires publics sur le rapport préliminaire sur l'ATRT3 avec la date butoir du 31 janvier. Il y a plusieurs personnes qui s'occupent de rédiger. Il y aura une discussion cet après-midi là-dessus pas téléphone avec l'équipe. Il y a un espace de travail sur les réunions publiques ainsi que sur la période de commentaires publics pour les nouveaux gTLD.

Petite remarque d'Alan par rapport aux produits des ventes aux enchères de gTLD.

Et enfin, nous avons le plan financier et opérationnel pour 2021-2025. Ils vont se retrouver cette semaine pour trouver un rédacteur. Marita a également quelques remarques à faire sur le modèle multipartite aujourd'hui.

Donc je passe maintenant la parole à Jonathan par rapport à la question d'ISOC PIR.

JONATHAN ZUCK :

Merci Evin pour cet excellent résumé.

Nous avons brièvement parlé de ce sujet lors de l'appel mensuel de l'ALAC qui a eu lieu hier. Le consensus lors de cet appel, c'était de

continuer à avancer et de faire certaines suggestions par rapport à un contrat éventuel. Est-ce que je peux contrôler la présentation ? Diapositive suivante, merci.

Ce qui a été confirmé lors de l'appel ALAC, c'est qu'il fallait donc nous concentrer sur notre voix qui est la voix des utilisateurs finaux. Evin a confirmé auprès du personnel du NPOC qu'eux-aussi vont publier une déclaration assez rapidement. Ils sont prêts à nous en fait part et nous allons organiser un appel avec la NPOC pour voir un petit peu où ils en sont par rapport à cela. Étant donné qu'ils sont à but non lucratif, cela peut être intéressant.

Autre chose, il y a la possibilité de parler de ceci puisque nous avons un point de vue à but non lucratif. Donc il serait peut-être logique de rejoindre la NPOC pour faire partie de la discussion pour peut-être influencer la déclaration qu'ils vont faire. Mais à la base, l'idée, c'est que nous allons organiser un appel avec eux pour lancer la discussion. Il n'est absolument pas interdit de faire partie à la fois de l'ALAC et de la NPOC, donc on pourrait peut-être réfléchir à cette option. La déclaration, voire l'avis de l'ALAC, sera par contre surtout sur les utilisateurs finaux et individuels. Donc c'est là-dessus que nous allons nous concentrer. Diapositive suivante.

En ce qui concerne les préoccupations spécifiques des utilisateurs finaux par rapport aux conversations que nous avons eues jusqu'à maintenant, elles peuvent être focalisées sur trois catégories : la liberté d'expression, l'utilisation malveillante du DNS et la notion un petit peu plus abstraite de la confiance que les gens ont dans les domaines qui font partie du nom générique .org.

Donc je pensais qu'on pourrait parler recommandations que l'on pourrait avancer dans chacune de ces catégories. L'idée, ce serait d'en arriver à un consensus et de cette manière, de pouvoir rédiger quelque chose. Diapositive suivante s'il vous plaît.

La liberté d'expression, c'est l'un des sujets qui inquiète le plus les gens étant donné qu'on a à la fois d'une part les implications juridiques et d'autre part, la protection des données personnelles qui ont été adoptées au préalable. Ces préoccupations sont exprimées dans des lettres de NTEN et des gens de save.org.

Donc encore une fois, j'essayerai ici de vous part des discussions que nous avons tenues. On a l'engagement contractuel de ne pas enlever des contenus qui ne sont pas politiques, donc des contrats qui disent qu'on ne peut enlever des contenus que pour des raisons très spécifiques, qui doivent être énumérées d'ailleurs, de manière à ce qu'il n'y ait pas beaucoup de marge pour forcer la suppression de contenus pour des raisons politiques.

Puis à travers mes discussions avec les gens de save.org, on a discuté des dispositions contractuelles pour le processus de DRP pour la suppression de contenus, c'est-à-dire qu'il y ait un recours d'appel pour la suppression d'un site web au sein du PIR comme organisation à but non lucratif ou dans le .org si quelqu'un croyait que son site web a été supprimé pour une raison politique.

Voilà les deux recommandations les plus raisonnables dans le contexte de cette question de liberté d'expression et censure.

Je voudrais savoir si vous avez des commentaires à faire, si cela est raisonnable pour vous. Je vois Alan Greenberg qui lève la main. Allez-y Alan.

ALAN GREENBERG :

Merci.

C'est un peu déroutant pour moi parce que si j'ai bien compris, la plupart des suppressions sont au niveau du bureau d'enregistrement et non pas au niveau de l'opérateur de registre. L'opérateur de registre est le dernier recours si le bureau d'enregistrement ne répond pas. Je crois que je ne suis pas tout à fait sûr que cela soit pertinent.

Encore une fois, les processus d'appel au niveau de l'opérateur de registre, si la suppression avait lieu au niveau du bureau d'enregistrement, je ne vois pas comment cela pourrait être mis en œuvre.

Puis si l'ICANN ajoutait tout cela dans les contrats des opérateurs de registre, ce serait bien mais il me semble que ce n'est pas dans la prérogative des registres de faire cela. Donc je ne vois pas l'intérêt de ce que vous présentez. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan.

GREG SHATAN :

Ajoutez-moi à la liste après s'il vous plaît parce que je ne suis pas connecté à la salle.

JONATHAN ZUCK :

D'accord.

J'avoue que ce n'est pas mon domaine d'expertise mais c'était quelque chose qui a été soulevé dans le contexte des lettres qui ont été écrites par les organisations à but non lucratif qui appartiennent à save.org comme différences qui existent dans le nouveau contrat des opérateurs de registre. Et une partie de ce nouveau contrat implique plus de contrôle et l'intégration verticale qui pourraient faire de cela quelque chose de plus important. Je ne suis encore une fois pas muni des moyens pour répondre correctement. Peut-être qu'il y a des gens qui connaissent mieux la question que moi.

Greg, allez-y, puis Sébastien.

GREG SHATAN :

Je suis d'accord avec Alan, c'est ce que je pense. Il me semble qu'il s'agit d'un grand problème qui est censé faire du PIR et des entités quelque chose de négatif. C'est une autre chose si nous croyons qu'il s'agit d'un véritable problème. En tout cas, ce n'est pas quelque chose qui mérite plus qu'une note en bas de page dans le document. C'est quelque part une [fiction] parce que comme Alan le dit, c'est le dernier recours que de demander cela aux opérateurs de registre. Et du fait qu'il y ait maintenant un opérateur de registre qui appartient à une entité à but lucratif, on ne veut pas appliquer ce type de censure au niveau des opérateurs de registre qui en général sont différents dans ce cas-là. Donc [inaudible] un peu trop je dirais, sachant qu'il y a d'autres organisations ici qui s'impliquent correctement. C'est qu'il me faudrait

comprendre ce que cela impliquerait pour le contrat des opérateurs de registre. Mais cela pose un problème à mon avis pour PIR mais pour tous les autres registres. On pourrait résoudre un problème PIR et générer des aspects négatifs pour les autres. Ce problème de censure auquel on assujettirait tous les autres est quelque chose de ridicule.

Surtout, je pense qu'on serait en train de censurer et d'enrober toute la question comme une protection. Désolé si ce n'est pas ce que vous avez compris mais moi, je trouve qu'il faudrait qu'on mette cela en pause avant que l'on puisse mieux participer à ces exercices de délibération, etc.

JONATHAN ZUCK :

Merci Greg. C'est vrai que ce que vous dites est tout à fait raisonnable mais on croit que le .org est utilisé surtout par les organisations qui mènent des activités qui pourraient faire l'objet de censure, plus que les individus en tout cas.

En tout cas, Sébastien, allez-y.

SÉBASTIEN BACHOLLET :

Merci. Pour moi non plus ce n'est pas très clair mais j'essayerai.

Ce que je tenais à dire est que les dirigeants de l'ISOC, d'après ce que j'ai entendu dire, sont en train de rédiger un commentaire ou un document sur cette question je vous ferai suivre dès que je l'aurai à travers la liste de diffusion.

Mais je suis d'avis que nous sommes en train de revenir ou de rediscuter des questions qui auraient dû être faites au-delà de ce point

ou de cette rubrique. Il faut faire très attention à ce que nous faisons, à ce dont nous discutons.

C'est vrai que la NPOC est ouverte, tout le monde peut s'y joindre. Mais faisons attention aux discussions que nous allons avoir sur les votes et les organisations ou les personnes qui ont plusieurs votes au sein d'une organisation parce que ce faisant, nous encourageons les gens à participer un peu partout et je sens que chacun d'entre nous a pour but de trouver sa place. Donc on peut participer aux discussions ailleurs mais ne pas nous joindre aux autres unités constitutives.

Deuxièmement, je dirais que nous sommes en train de discuter d'un seul contrat des bureaux d'enregistrement que l'ICANN exécute depuis des années, et maintenant pour les opérateurs de registre. Mais je dirais qu'on ne devrait pas avoir un seul type de contrat. Je vous rappelle que lorsque les nouveaux gTLD ont été créés, nous avons eu beaucoup de mal à définir les gTLD communautaires, les gTLD géographiques et non pas avoir une catégorie générale qui comprenne tout le monde. Et je pense que nous sommes face à une situation pareille. Ce n'est pas une bonne idée d'ouvrir la discussion spécifique spécifiquement pour le .org en tout cas.

Puis troisièmement, il faut faire attention aux mots « liberté d'expression ». Oui, c'est quelque chose d'important aux États-Unis, c'est un des droits constitutionnels, mais cela ne correspond pas au même ordre d'importance. Ailleurs aux États-Unis, vous pouvez dire ce que vous voulez sur [inaudible]. Or, il n'est pas pareil en France. Est-ce une question de liberté d'expression ? Non. Mais il faut faire attention aux mots. Ce n'est pas parce qu'on a une culture américaine. Il faut qu'il

y ait les mêmes critères partout. Il faut vraiment que l'on fasse attention à tout cela. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Sébastien.

Yeseul Kim.

YESEUL KIM :

C'est lié à ce qui a déjà été dit parce qu'on a évoqué la question de la juridiction. Et si on ne peut pas décider de ce qui est permis, plutôt qu'une déclaration soit acceptable ou pas, si cela varie entre les différentes juridictions ; donc il faudrait que l'on considère cela aussi.

Donc j'ai bien compris mais je voudrais qu'on en discute.

JONATHAN ZUCK :

Merci. Je vais demander au groupe de m'aider à répondre. Il me semble qu'il y a des personnes qui connaissent la question mieux que moi. On avait cette idée que les registres d'intérêts publics avaient cette préoccupation et il me semblait que notre processus pourrait prendre en considération quelques aspects qui sont plus locaux. Ce n'est pas un intérêt auquel je tiens à titre personnel mais je vois que sur le chat, il y en a qui croit qu'il est important de le faire. Donc si vous êtes nombreux à partager ce point de vue, faites-le-moi savoir parce qu'à ce moment-là, on abandonnera cette question, on ne l'inclura pas nos propres commentaires.

Amrita ?

AMRTIA CHOUDHURY : Merci Jonathan.

Bien que je soit tout à fait d'accord sur l'importance de ne pas avoir de censure, d'avoir la libre expression, que notre contenu ne puisse pas être supprimé, mais si ces contenus sont publiés dans une certaine juridiction, même si nous soutenons que les sites web ne devraient pas être supprimés ou les contenus ne devraient pas être supprimés, cela va dépendre de la loi applicable à chaque pays. Donc je pense que cette question est délicate.

Et du point de vue des utilisateurs finaux, je pense que le coût est également important, surtout dans les pays en développement. Donc si vous avez des petites ONG qui veulent le faire, même des organisations, si l'organisation changeait les frais ou si ce devenait trop élevé, cela pourrait également avoir un impact sur ce type d'acteurs et de parties prenantes. Donc je voulais également expliquer cela.

JONATHAN ZUCK : Amrita, désolé, mais je ne suis pas sûr d'avoir compris le rapport entre les deux.

AMRITA CHOUDHURY : Non, il n'y a pas de rapport.

JONATHAN ZUCK : Non, pas entre les deux, mais le rapport entre le coût et les utilisateurs finaux.

AMRITA CHOUDHURY : Si un site web est supprimé, même si le .org appartient à un utilisateur final ou à une petite organisation, cela va avoir un impact sur eux, cette question des coûts, surtout si c'est quelqu'un d'un pays en développement.

JONATHAN ZUCK : D'accord. Donc il faudrait définir si on veut se prononcer autrement par rapport au coût outre ce qui a déjà été dit par le PIR au sujet des contrats qui faisaient 10 %, partie qui semblerait ne va pas être modifiée. Mais on pourrait en discuter sans doute.

Holly, oui, allez-y.

HOLLY RAICHE : Il me semble que c'était Alan qui parlait du 10 % et des 10 % qui se rajoutent et qui finissent par revenir à plus de 10 % parce que cela revient à 10 % sur 10 % sur autre que 10 % par la suite. Donc c'était l'une des principales questions sur les coûts et les intérêts commerciaux sachant que les coûts pourraient être un problème qui aurait un impact sur les utilisateurs finaux et les personnes, les petites sociétés. Donc pour moi, à ce niveau-là, le coût était une préoccupation.

JONATHAN ZUCK : Oui. Alan a bien expliqué les effets des intérêts combinés dans sa lettre au Conseil d'Administration. Donc je pense qu'on a une différence entre les prix des grossistes et les prix de la vente au détail. On a une différence entre les deux. Mais outre la différence de doubler le prix de

la vente en gros sur deux ans par exemple, il ne va pas nécessairement générer des doublements de prix pour la vente au détail. Sur le chat, il dit, Sébastien, que le coût de l'achat est très différent de l'entretien et tout ce qu'implique un site web. Donc du point de vue des utilisateurs, une organisation à but non lucratif pourrait peut-être payer 7 \$ en plus pour leur site web qu'à l'heure actuelle. Voilà, cela reviendrait à peu près à cela.

Marita, allez-y.

MARITA MOLL : Est-ce qu'on a terminé sur la question de la liberté d'expression ?

JONATHAN ZUCK : Oui, apparemment. Puisque personne ne souhaite défendre ce sujet, je pense que nous allons laisser tomber la partie liberté d'expression de nos commentaires. Donc je pense qu'on peut passer à la suite. On est tombés dans la discussion sur le prix puisqu'Amrita l'a mentionnée. Mais peut-être que vous avez quelque chose à dire là-dessus, Marita ?

MARITA MOLL : Une petite question. À vrai dire, ce qui perturbe les gens, c'est le passage de la perspective de l'intérêt public à l'intérêt des grandes sociétés. Les valeurs sont complètement différentes. On ne peut pas prévoir pour l'instant exactement comment tout ceci sera divulgué ou diversifié selon ce qui se passera avec le PIR.

Mais la valeur fondamentale – et je crois que cela fait partie des statuts de l'ICANN –, c'est le fait que ceci est à l'ICANN en lien avec l'intérêt

public. Par rapport à Verisign, c'est ainsi que les choses avaient été mises en place. Donc le fait que tout d'un coup, ceci soit inversé au profit des sociétés privées, peut-être que l'intention était bonne au début mais on ne sait pas exactement où on va. On n'a pas de contrôle sur l'intérêt public.

JONATHAN ZUCK : Oui. Il y a d'autres recommandations par rapport à la structure.

MARITA MOLL : Mais c'est pour cela que je pose la question.

JONATHAN ZUCK : Effectivement. Je vais continuer là-dessus parce qu'il y a d'autres questions qui sont liées à cela. Merci. Désolé de vous couper.

Alan, que pensez-vous de tout ceci ?

ALAN GREENBERG : Merci beaucoup. Deux commentaires qui sont sur le prix, mais je serai bref.

J'ai soulevé la question du prix dans ma lettre, non pas à cause du prix mais ce que je souhaite mettre en exergue, c'est que tout ceci est dans les contrats, nous n'avons pas de contrôle mais ce que j'ai lu, c'est que finalement, on s'en lavait les mains. Et ce qui m'a fait poser des questions, c'est cette histoire des prix composés.

Cela fait un certain temps que j'observe le phénomène et les prix augmentent beaucoup plus rapidement chez les bureaux d'enregistrement que chez les opérateurs de registre. Donc certes, la partie registre fait partie du coût mais ce n'est pas un gros problème même si on a le contrôle, même si on a énormément d'enregistrements, même si on est investisseur dans le domaine. Je ne pense pas en fait que le prix soit vraiment la question sur laquelle on doit se concentrer. Et en plus, de toute façon, on n'a pas vraiment de contrôle.

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan.

Diapositive suivante. Autre domaine que nous allons étudier, c'est toutes les conséquences pour les utilisateurs finaux dans le domaine de la possession. Donc il s'agit d'une opportunité pour nous d'améliorer les contrats et le service.

Donc le PIR a éliminé les ventes de gros, donc il faut que ceci se traduise dans un engagement dans les contrats. Il y a également un durcissement des pratiques actuelles PIR au niveau de l'utilisation malveillante du DNS, en tout cas, c'est ce que nous avons entendu dire. Je ne sais plus où on était, c'était au Maroc me semble-t-il, où nous avons eu une discussion sur l'utilisation malveillante du DNS. Et il y a un document qui est sorti du PIR sur les pratiques d'utilisation malveillante du DNS.

Il y a la question d'établir un plafond de pourcentage d'abus du DNS. Du point de vue des utilisateurs finaux, c'est quelque chose d'important.

Y a-t-il des commentaires ou des suggestions par rapport à l'utilisation malveillante du DNS ? Là, on touche à la culture, etc.

Holly, allez-y.

HOLLY RAICHE : J'aime beaucoup cette liste des quatre points parce que c'est vraiment ce qui est ressorti de notre lettre.

INTERPRÈTE : Nous nous excusons, nous ne comprenons pas Holly. Holly est au micro, mais nous ne l'entendons pas.

JONATHAN ZUCK : Nous ne vous avons pas entendu, Holly. Nous n'avons pas bien entendu ce que vous voulez dire mais apparemment, vous appuyez, vous êtes d'accord.

HOLLY RAICHE : Oui, je suis d'accord.

JONATHAN ZUCK : Oui, effectivement et justement, nous travaillons sur la question des contrats et ce que je souhaitais dire, c'est qu'il nous faut faire remonter ces points. Un des points qui a été mentionné, c'est que du point de vue historique, le PIR a toujours été leader sur la question de l'élimination des domaines. Donc l'idée, ce n'est pas que ce soit imposé à tout le

monde mais que nous soyons impliqués et que nous ayons des recommandations à faire.

Alan ?

ALAN GREENBERG :

Oui, deux commentaires.

Premièrement, il semblerait que notre mémoire est courte. C'était simplement il y a un an et demi que le PIR a été soumis à un certain nombre de commentaires très négatifs par rapport à leur politique sur les retraits, éliminations de domaines. Et je crois que finalement, ce qui s'est passé, c'est qu'il y a eu des questions d'élimination de domaines relatifs aux drogues. Ils avaient dit ne pas avoir fait certaines choses, finalement ils les avaient faites. Il y a eu des messages de leurs avocats qui indiquaient finalement qu'il n'avait pas forcément une attitude qui revient à dire la vérité. Il y a également Afiliis qui sont une organisation commerciale mais qui semble assez bien intentionnée. Donc il me semble qu'il faut quand même faire attention.

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan. J'essaie de voir un petit peu ce qui se passe au niveau de la NCSG pour pouvoir suivre ce qu'ils disent de manière à ce que quelle que soit l'entité qui obtient le contrat .org, je crois que le meilleur lieu de la conversation, c'est vraiment le contrat plutôt que d'avoir comme vous le disiez une conversation sur les valeurs, etc. Donc je pense qu'on devrait exploiter cette opportunité pour influencer les modifications relatives au contrat, sur le .org en particulier étant donné ce qui nous

intéresse par rapport à l'intérêt public. Voilà pourquoi la liste est tout à fait orientée dans ce sens.

Très bien, je ne vois pas de main levée donc diapositive suivante.

Autre question pour l'utilisateur final : la confiance. Encore une fois, potentiellement dans les contrats, l'engagement à l'intérêt public, davantage de transparence et Alan en a parlé par rapport au Conseil d'Administration mais j'aimerais bien savoir si vous avez des idées spécifiques sur la manière d'apporter les changements. Est-ce qu'on reste concentrés sur le .org ? Le domaine n'est pas restreint, il est ouvert mais il a pu rester à des buts non lucratifs. Donc cette caractéristique pourrait évoluer et passer à certains intérêts commerciaux. Donc j'aimerais en parler et savoir si vous avez des choses à dire là-dessus, Alan, et des choses à recommander.

ALAN GREENBERG :

Merci beaucoup.

C'est compliqué parce que comme vous le disiez, il est compliqué de mettre des mots là-dessus et de contrôler une campagne de marketing. Mais c'est une question qui, à mon avis, doit être soulevée parce qu'à mon avis, c'est la manière la plus attractive de gagner beaucoup d'argent rapidement. Cela pourrait en fait éliminer le niveau perçu de confiance. En fait, il n'y a pas de confiance officielle dans le .org puisque n'importe qui peut enregistrer un domaine .org, mais il y a quand même un niveau de confiance puisque les organismes sont a priori à but non lucratif.

La question, c'est de savoir si l'ICANN a le droit de forcer ceci au niveau des contrats ou alors est-ce qu'on peut simplement exploiter un point de vue moral. Je ne sais pas ce que va faire le Conseil d'Administration de l'ICANN, mais je pense que nous sommes bien placés pour avancer notre opinion.

Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Alan.

Roberto, allez-y.

ROBERTO GAETANO :

Oui, merci de me donner la parole.

Le commentaire d'Alan m'a poussé à faire un commentaire là-dessus parce qu'il y a de mauvais comportements, des comportements qui donnent à réfléchir du moins et effectivement, le PIR a été accusé.

Je crois que la vraie question en termes de confiance, c'est que la confiance, c'est déjà un élément de base. Il existait un registre PIR qui avait plus ou moins réagi à la communauté qui se comportait d'une certaine manière. Donc nous indiquons ce qu'a fait le PIR et nous parlons de l'intérêt public.

Puis, il y a en plus la question de l'argent. Les gens payent pour des noms de domaine. Donc ceci va à l'ISOC, cela revient à la communauté en termes de services que l'ISOC fournissait. Donc voilà un petit peu toute l'essence de la question.

Je me souviens qu'il y avait la question des produits pharmaceutiques qui a été soulevée. À l'époque, j'étais président au conseil du PIR, donc je suis allé à la réunion de l'ICANN pour parler aux personnes qui s'occupaient de cette question. Donc tout est basé sur l'attitude.

Autre question, je ne sais plus quel était l'acronyme mais il y avait une politique d'élimination avec objection de la communauté. Ceci, c'est le lien qu'au niveau de l'ALAC et au niveau de la communauté des utilisateurs finaux nous devons prendre en compte. C'est le lien qui va nous manquer au niveau des utilisateurs finaux, des titulaires de nom de domaine, etc.

Donc c'est la base de ma proposition, d'avoir au moins une personne qui soit présente au nouveau PIR. L'idée, c'est d'essayer de trouver des moyens de garantir que ce lien n'est pas coupé, que la relation n'est pas coupée. Et dans la mesure du possible, le .org devra continuer de fonctionner dans l'intérêt public et non pas dans l'intérêt des investisseurs parce que certes, parfois ces intérêts peuvent coïncider mais ils peuvent aussi diverger.

Ceci permet également de traiter des objections relatives à la liberté d'expression, donc éviter l'élimination pour des raisons qui sont simplement contraires aux limites de la liberté d'expression donc certes, c'est général. Mais il faut que ceci soit fait parce que sinon, même notre influence au Conseil d'Administration, si nous n'avons pas un champion, un représentant, un militant, dans la pratique, cela limite notre possibilité d'influencer le Conseil d'Administration parce qu'ils peuvent revenir vers nous et nous dire : « Oui, ce n'est pas raisonnable, ce n'est

pas possible, etc. » Mais si nous avons un .org qui s'occupe de ceci, nous pouvons montrer que c'est possible et que c'est un exemple.

Donc je crois que la requête a pour objectif de préserver la vie d'un registre qui agit dans l'intérêt public. Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Roberto. Il me semble que c'est là qu'on doit arriver. Et comme vous avez suggéré sur la liste, on pourrait peut-être mieux nous en tirer à travers des dispositions contractuelles ou autres qui soient moins abstraites que les descriptions comme corporation d'intérêt public et d'essayer d'interrompre ce travail directement.

Marita, allez-y.

MARITA MOLL :

Ce n'est pas la même chose de bouleverser les ventes ou de dire qu'une organisation ou une compagnie qui s'en occupe devrait être comme cela. Il faudrait que l'on dise plutôt qu'il faut qu'il y ait un conseil d'administration et que l'on connaisse les noms de ce conseil, que ce conseil soit redevable face au public. Et ce n'est pas le cas, ce n'est pas ce que nous sommes en train de voir. Et il me semble que l'on devrait pouvoir dire que c'est ce que nous souhaiterions voir, que c'est ce qui serait dans l'intérêt public. Ce n'est pas pareil que de bloquer la vente.

JONATHAN ZUCK :

Merci Marita. C'était dans la diapositive suivante, d'ailleurs.

Abdulkarim ?

ABDULKARIM OLOYEDE : Merci.

Pour moi, la question du coût est l'un des points que l'on devrait essayer de considérer du point de vue des utilisateurs finaux. Et je pense que c'est l'un des points que l'on pourrait soutenir du point de vue des utilisateurs finaux. Merci.

JONATHAN ZUCK : Merci Abdulkarim.

Nat, allez-y. Nat, vous êtes peut-être en muet, on ne vous entend pas.

GISELLA GRUBER : Nat n'a pas de micro.

YEŞİM NAZLAR : Oui. Jonathan, la connexion audio de Nat n'est pas habilitée. Ah, voilà, elle l'est maintenant.

NAT COHEN : Vous m'entendez ?

JONATHAN ZUCK : Oui. Merci, allez-y.

NAT COHEN : Merci.

J'essayais de dire qu'il faudrait considérer la question du point de vue des utilisateurs finaux. C'est le choix, je pense, que nous avons.

On a d'une part la communauté des associations à but non lucratif qui est engagée avec la vente. Et puis on a ISOC et Ethos qui essaient d'avoir des contrats d'un milliard de dollars pour l'espace des noms du .org. Il me semble que les utilisateurs finaux ont beaucoup d'intérêts en commun dans la communauté des organisations à but non lucratifs. Ils ont plus de points communs, ils sont d'accord sur plus de points.

Donc je pense que les intérêts des utilisateurs finaux seraient plus en ligne avec la santé et le bonheur de la communauté des organisations à but non lucratif dans l'espace des noms de .org plutôt que de céder cet espace à Ethos pour qu'ils aient des revenus et des chiffres d'affaires de milliards. Je ne suis pas tout à fait sûr de l'échelle de cela et de l'équilibre que l'on pourrait peut-être atteindre, mais je m'oppose largement à cette vente.

Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Nat. C'est un peu ce dont on avait déjà parlé à travers la liste, de ne pas aller à l'encontre de nos propres intérêts en décidant d'emblée que la vente ne serait pas dans notre intérêt. Mais tant que le Conseil d'Administration n'aura pas reçu l'orientation des avocats sur quoi faire, ils n'ont rien à faire. C'est pourquoi on essaie de voir quel devrait être le contrat applicable à cette zone indépendamment de qui serait la partie contractante pour ce nom de domaine.

NAT COHEN : Oui mais en fait, il me semble que le commentaire et la décision devant le Conseil d'Administration est soit de refuser la vente ou de l'accepter. Donc je pense que le commentaire ne sera d'aucune importance si le Conseil ne décide pas de la question, tant qu'ils n'auront pas décidé de s'opposer ou d'accepter cette vente. Donc notre décision est de soutenir ou de nous opposer et non pas d'attendre les bras croisés à ce que la vente se fasse et puis de voir la réglementation. Je pense qu'il faudrait que l'on aide à prendre la décision avant qu'elle ne soit prise.

JONATHAN ZUCK : Merci Nat.

Zak ?

ZAK MUSCOVITCH : Merci.

Ce que je ne comprends pas, c'est pourquoi il semblerait avoir une supposition que le contrat de registre est ouvert à négociation. Il a déjà été signé pour une durée de 10 ans avec le droit de renouvellement.

Dons s'il y avait une suggestion, un avis, une demande au Conseil d'Administration pour que les conditions avec PIR changent ou soient négociées, quel serait le fondement juridique pour cette demande ? Les PIR ne doivent pas changer aucune condition. Que je sache, tout ce que peut faire le Conseil d'Administration est de dire : « À moins que les suivantes révisions soient mises en œuvre dans le contrat de registre, nous allons retenir notre approbation. »

Donc le concept de renégocier ou de changer les termes va dépendre de cette approbation que le Conseil d'Administration peut ne pas leur donner. Ils ont besoin de cette approbation constamment. Donc c'est comme cela qu'on doit pouvoir leur demander de se borner à nos conditions. Mais il pourrait y avoir différentes raisons pour refléter l'approbation parce que la nouvelle entité pourrait ne pas agir dans l'intérêt public. Donc c'est cela la justification d'un refus de notre approbation.

JONATHAN ZUCK :

Merci. Vous être un peu plus formé en tant qu'avocat. Nous, nous voyons cela comme un peu de pouvoir sur PIR pour leur exiger de négocier. Nous avons déjà vu des indices qui indiqueraient qu'ils seraient prêts à rouvrir le contrat et à y apporter des modifications.

Donc je pense que vous avez tout à fait raison du fait que le fondement pour cela serait une menace de désapprobation. Mais il semblerait que le Conseil d'Administration et l'ALAC souhaiterait utiliser cette approbation et l'assujettir à certaines conditions plutôt que de dire : « Nous ne voulons pas vous permettre d'avancer avec cela. » C'est cela la clé, ce n'est pas unanime mais c'est ce qui a été discuté à peu près dans la liste de diffusion entre l'ALAC et le Conseil d'Administration.

Mais je pense que vous avez tout à fait raison, cela va devoir être la manière de procéder avec ces négociations et ces modifications au contrat.

Zak, vous relevez la main ?

ZAK MUSCOVITCH : Non, c'était une vieille main, merci. Je vais la baisser maintenant.

JONATHAN ZUCK : Merci.

Alors, diapositive suivante.

Les autres recommandations qui ont été envoyées par Roberto portaient sur les propositions du Conseil d'Administration. C'est pour cela, Marita, que je vous ai interrompue. Je m'en excuse mais je savais qu'on allait aborder la question maintenant. Et la recommandation qu'un tiers des membres du Conseil d'Administration soit composé de représentants d'organisations à but non lucratif qui correspondent à la loi 501(c)3 aux États-Unis ou à des normes équivalentes au niveau internationale. Et lorsqu'on en a discuté, Sébastien a suggéré qu'il devrait y avoir un membre du Conseil d'Administration qui défende spécifiquement les intérêts des utilisateurs finaux séparé des organisations à but non lucratif, même si comme Nat l'a dit, ces intérêts se superposent. Mais bon, Sébastien suggérerait qu'il devrait y avoir quelqu'un qui s'occupe spécifiquement des intérêts des utilisateurs finaux comme on a recommandé les engagements structurels pour le Conseil d'Administration.

Donc ceci étant, Marita, allez-y maintenant.

MARITA MOLL : Pardon Jonathan, je m'excuse d'avoir été un peu à l'avance avec mon intervention mais je ne savais pas qu'on allait en discuter.

Je pense que oui, c'est une solution qui pourrait traiter les sociétés qui finissent par le faire comme des sociétés à but lucratif. Mais je voudrais que l'on souligne le besoin de transparence au sein de ce conseil d'administration. Si nous ne savons pas ce qui se passe au sein du conseil d'administration ou si nous ne savons pas qui vote quoi, on ne pourrait jamais les tenir pour responsables. Moi, je voudrais que l'on ait davantage de transparence, que cela ressemble un peu plus au Conseil d'Administration de l'ICANN où on sait ce qui se passe et où on a une certaine influence aussi.

JONATHAN ZUCK :

Merci Marita. J'ai également évoqué la transparence dans la diapositive suivante. Peut-être que ce serait une question à reprendre ici puisque cela porte directement sur le conseil d'administration aussi.

D'autres commentaires et suggestion sur cette question qui est liée au conseil ? D'accord.

Je crois que nous sommes à la dernière diapositive. Olivier pourrait peut-être avoir un autre avis sur la question. Mais si quelqu'un souhaitait reprendre la question de savoir quel devrait être le résultat, s'il faudrait qu'il y ait quelqu'un d'autre qui défende les intérêts ou qui contrôle le .org, allez-y, faites-le-nous savoir. Ce que nous avons ajouté ici, ce sont les recommandations que nous avons envisagé de faire et nous essayons de le faire en tant que prérequis pour l'approbation de la vente parce que nous souhaiterions que ces modifications s'appliquent indépendamment de qui contrôle le .org, que ce soit une organisation à but lucratif ou pas.

D'autres commentaires ou remarques par rapport au PIR ? Yeseul, allez-y.

YESEUL KIM : Est-ce que vous allez inclure la partie sur la liberté d'expression ou pas ?

JONATHAN ZUCK : Je n'ai eu que des remarques négatives sur cette partie-là, donc il me semble que nous allons la supprimer. On pourrait en discuter davantage mais il me semble que le consensus ici à cet appel était qu'il ne faudrait pas qu'on l'ajoute.

YESEUL KIM : Oui, je pense que cela correspond à des conflits de juridiction. Mais oui, ce serait le plus raisonnable que d'abandonner ce point-là.

JONATHAN ZUCK : Très bien, merci Yeseul.

Marita ?

MARITA MOLL : Jonathan, j'ai apprécié ce que vous avez fait la semaine dernière, de faire un petit vote informel pour voir ce qu'en pensent les participants, si tout le monde est d'accord parce qu'il y a des gens qui ne parlent pas, mais on est nombreux ici. Donc je voudrais que l'on répète cette expérience pour voir si tout le monde est d'accord avec ce que nous allons faire. Est-ce que vous pourriez le faire ?

JONATHAN ZUCK : Oui, très bien. Merci. Permettez-moi de réfléchir un peu à la manière de formuler la question. La question est si vous croyez que ces points représentent les fondements ou les principes pour une bonne déclaration d'At-Large. Ce pourrait être une déclaration, un commentaire. Mais si vous croyez que l'At-Large devrait assumer cet avis par rapport à la vente de PIR à Ethos. Donc si vous croyez qu'on devrait abandonner le principe sur la liberté d'expression, dites oui ; si vous trouvez que ces commentaires ne sont pas les bons, appuyez sur non.

J'espère que tout le monde m'a bien entendu. Donc s'il vous plaît, répondez ; c'est important d'avoir un nombre maximum de personnes qui répondent.

GREG SHATAN : Je ne peux pas voter mais vous pouvez me compter dans les oui.

JONATHAN ZUCK : Merci Greg.

Il y a des gens peut-être qui écoutent uniquement qui ne peuvent pas voter ? Je peux les ajouter à la liste. Très bien.

Apparemment, il semblerait qu'en majorité, les gens sont d'accord. Zak, je peux vous reparler de votre question sur la logique. Mais nous allons donc avancer et créer une première proposition sur la base de ces différents points. Merci à tous, merci pour les suggestions. Et nous allons continuer d'avancer.

Olivier, je vous repasser la parole. Je ne sais pas si Olivier est parti. Il est toujours là ? Il me semble d'avoir lu quelque chose quelque part... Je ne sais pas s'il est toujours avec nous.

YEŞİM NAZLAR : Jonathan, il est toujours au téléphone mais il a envoyé un message comme quoi il ne serait pas en mesure de s'occuper de la présidence de la séance pour les dernières minutes.

JONATHAN ZUCK : Bon, très bien.

Le dernier point à soulever, c'est la question de ceux qui sont d'accord pour rédiger le rapport préliminaire ATRT3. Il y aura un appel qui sera organisé un peu plus tard dans la journée pour séparer le document en différentes sections pour rédiger un commentaire. Voilà, je souhaitais simplement informer les gens que ceci aura lieu. Donc il faudra s'en occuper assez rapidement. Il s'agit de l'ATRT3. Donc il y aura cet appel qui sera organisé.

Voilà. Et la suite, c'est donc Judith qui va nous parler du produit des enchères pour les nouveaux gTLD.

SÉBASTIEN BACHOLLET : J'avais levé la main, Jonathan. Je voulais parler de l'ATRT3.

JONATHAN ZUCK : Allez-y Sébastien, je ne vous avais pas vu.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Par rapport à l'ATRT3, vous m'avez demandé il y a deux semaines de faire une présentation ; je l'ai fait. Je n'ai pas présenté là-dessus, ce n'est pas grave, mais je ne pense pas que cet après-midi me convienne. Je pense qu'il faut que la discussion commence ici et j'aurais bien voulu faire cette présentation détaillée sur l'option 1 et l'option 2 pour avoir un petit peu une impression générale de l'opinion des gens. Il semblerait qu'il n'y ait pas de volonté d'avoir une discussion là-dessus, ce qui m'attriste.

Autre question, normalement, cet appel devait durer deux heures ou une heure et demie ? Merci.

JONATHAN ZUCK : De quel appel parlez-vous, Sébastien ? De l'appel CPWG ?

SÉBASTIEN BACHOLLET : Oui, de l'appel que nous tenons actuellement.

JONATHAN ZUCK : Je ne sais pas quelle est la réponse. Yeşim ?

YEŞİM NAZLAR : C'était un appel de 90 minutes.

JONATHAN ZUCK : Ah, je vois. Donc effectivement, nous n'avons plus de temps. Sébastien, je suis désolé. Mon impression, c'est que nous avons eu une discussion

lors du dernier appel sur l'option 1 et sur l'option 2 et qu'il y avait consensus parmi les participants de l'ATRT et parmi les participants à l'appel par rapport à ce qui avait été exprimé. Il me semblait que les rédacteurs avaient reçu le feu vert pour commencer la rédaction. Donc voilà pourquoi nous n'avons pas discuté de ceci. Il y a eu appel à consensus, il y avait un consensus, un soutien assez général lors de l'appel précédent. Voilà. Très bien, merci Sébastien.

Apparemment, nous allons peut-être perdre les interprètes, nous n'avons plus de temps. Donc nous allons faire passer le produit des ventes aux enchères en priorité pour la semaine prochaine. Il nous manquera les gens de l'EPDP pour l'appel de la semaine prochaine, donc nous n'allons pas en parler. Nous nous focaliserons sur le produit des ventes aux enchères, sur les procédures ultérieures et sur le rapport ATRT.

Alan ?

ALAN GREENBERG :

Je serai à la réunion EPDP la semaine prochaine. J'étais censé parler des produits des ventes aux enchères. Alors à quelle heure est la réunion de la semaine prochaine ?

JONATHAN ZUCK :

Vous avez demandé à quelle heure était l'appel de la semaine suivante ?
Yeşim ?

YEŞİM NAZLAR :

Ce sera à 19:00 le mercredi 29 janvier.

ALAN GREENBERG : Alors cela veut dire que je ne pourrai pas y participer.

JONATHAN ZUCK : Alors dans ce cas, nous allons communiquer sur la liste pour voir un petit peu comment nous occuper de ce problème. Il est tout à fait possible qu'on vous demande de vous retirer et de rester en communication parce que nous sommes d'accord pour ne pas changer les horaires des réunions.

ALAN GREENBERG : Oui. Je ne demande pas de changement d'horaire de la réunion. Peut-être que simplement, je pourrais envoyer quelque chose de concis par courriel et que je pourrais déléguer ma présentation à quelqu'un d'autre.

SÉBASTIEN BACHOLLET : Je crois effectivement que sans changer le temps, on pourrait faire un appel supplémentaire sur cette question uniquement de manière à ce que les personnes de l'At-Large puissent en parler. C'est un sujet très important. Nous sommes en grand désaccord entre nous, donc je crois que c'est important.

JONATHAN ZUCK : Merci Sébastien. Nous allons réfléchir à votre proposition et nous essayerons de nous assurer que les points de vue d'Alan sont bien

exprimés lors du prochain appel. Et on verra ensuite comment traiter de cette question.

Voilà, nous n'avons plus de temps. Merci pour votre participation, merci pour toutes vos contributions à la conversation sur le .org.

YRJÖ LÄNSIPURO :

Excusez-moi, juste une minute par rapport au point divers.

Je voulais simplement vous dire que le personnel du GAC m'a contactée hier et m'a dit que le groupe de travail sur la sécurité publique du GAC souhaiterait avoir une réunion informelle avec des gens de notre groupe qui s'y connaissent, qui sont compétents en termes d'utilisation malveillante du DNS.

Donc je voulais simplement le mentionner ici. Je vais envoyer un courriel à la liste du CPWG pour demander des noms des personnes qui souhaiteraient participer à cette réunion. Et j'espère que j'aurai la réponse d'ici la fin de la semaine.

Merci.

JONATHAN ZUCK :

Merci Yrjö, merci pour vos efforts continus pour entretenir cette relation avec le GAC.

Merci à tous. Nous allons donc poursuivre cette conversation sur la liste. Merci pour tout votre temps aujourd'hui. Au revoir à tous.

YEŞİM NAZLAR : La réunion est terminée. Nous vous souhaitons une excellente journée.
Au revoir.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]